lutte ouvrière

Pour que Mai 68 féconde et régénère le mouvement ouvrier

HEBDOMADAIRE
paraît le mercredi
N° 54
10 SEPTEMBRE 1969
1 F

Les mesures économiques et fiscales du gouvernement :

du bluff pour cacher une politique anti-ouvrière

BRÉSIL :

l'échange de l'ambassadeur US :

UN CAMOUFLET A LA DICTATURE

Au camp d'entraînement militaire de Nitersi (Brésil) : un soldat est encagé, isolé et laissé jusqu'à ce qu'il signe une confession.

Au cours de leur entraînement, les candidats sont torturés, et, si ils résistent, ils sont affectés aux commandos de lutte anti-guerilla.

(U.P.I.)

Les mesures économiques et fiscales du gouvernement :

Un bluff pour cacher une politique anti-ouvrière

MALGRE une attente prolongée, les mesures gouvernementales destinées à suivre la dévaluation, n'ont pas abouti à des décisions bien importantes. De l'avis de tous les observateurs, l'ensemble disparate et dispersé de petites mesures annoncées n'évoque que de très loin l'idée d'un plan de redressement. En fait, ces mesures sont plus importantes par ce qu'elles tentent de cacher que par elles-mêmes, elles servent de rideau de fumée à une réalité qui va être marquée par d'importantes hausses de prix et restrictions budgétaires.

Plus précisément, ce sont pour l'essentiel des mesures de caractère psychologique destinées à convaincre tous les mécontents, classe ouvrière, petits commerçants, paysans, que le gouvernement fait ce qu'il peut pour leur éviter les désagréments de la situation, et même, qu'il tient une partie des promesses électorales ! Ainsi, à la télévision et à la radio, le Premier ministre et le grand argentier, chacun à leur manière, ont cherché à montrer que, si le gouvernement demandait un effort à tous, mais dans l'austérité, ils avaient pensé à chacun et surtout aux plus humbles. Pour une fois, disent-ils, en substance, sans rire, les riches paieraient quand les plus pauvres seraient pour l'essentiel épargnés. Et chaque catégorie d'électeurs de recevoir sa part de dégrèvements fiscaux ou de subventions ou d'impôts en fonction de ses « mérites ». Pour le gouvernement, il s'agissait de faire croire à une distribution de cadeaux destinés à compenser les restrictions de crédit, seul et modeste effort demandé aux français. Et c'est justement parce qu'elles doivent tenter de justifier ces illusions, par un énorme battage publicitaire que les mesures adoptées sont à la fois hétéroclites et de peu d'importance. Car mis à part les seules décisions à caractère économique qui favorisent l'épargne, le reste, la distribution, elle, a été soigneusement dosée pour calmer le mécontentement des plus décidés ou pour avoir le maximum d'incidence psychologique à peu de frais.

Les commerçants, couche électoralement importante, et actuellement agitée, bénéficient de la mesure la plus substantielle : la suppression d'une surtaxe sur le revenu, la taxe complémentaire, pour la majorité d'entre eux dès cette année, pour tous l'an prochain. Un aménagement de la T.V.A. serait par ailleurs en préparation.

D'autres catégories, les vieux de plus de 70 ou 75 ans, les handicapés, les rapatriés, les familles les plus démunies sont concernées par une série de mesures qui tiennent plus de l'aumône que de la moindre tentative de modifier si peu que ce soit leur sort. Enfin, l'ensemble des tranches qui commandent le calcul de l'impôt sur le revenu, sont augmentées de 8 % pour la plus basse et de 6 % pour les autres, pour paraît-il éviter que la hausse nominale des revenus n'entraîne une augmentation des impôts. En fait pour tous ceux dont les salaires ont augmenté de 10 %, ces mesures se traduisent quand même par une augmentation des impôts. Le gouvernement a d'ailleurs le culot de le dire, en annonçant à l'avance que malgré ces « réductions », les recettes provenant de l'impôt augmenteront de 12 %. A l'ensemble de ces mesures, le gouvernement oppose la taxation des banques, payée essentiellement par les banques d'état et des aménagements de l'amortissement et de la perception de l'impôt sur les sociétés, sans grande conséquence.

Voilà pour les mesures destinées à faire « payer » les riches.

Mais les mesures gouvernementales annoncées ne contiennent pas que cette poudre jetée aux yeux de la population. L'équilibre budgétaire promis entraînera des restrictions importantes, des coupures sévères dans les budgets destinés aux routes, aux hôpitaux, aux logements et à tous les services publics en général. Si le détail des économies budgétaires n'est pas encore connu, on peut être certain sans être prophète, que ce ne seront pas les crédits de la force de frappe qui seront menacés.

Ces restrictions budgétaires sont graves. D'abord, parce que dans un pays qui manque d'hôpitaux, de logements, de routes correctes, de transports en commun dignes de ce nom, une réduction de ces budgets déjà misérables destinés aux biens collectifs, va d'abord toucher les travailleurs et les plus démunis, non seulement comme consommateurs, mais aussi comme producteurs. Les commandes de l'Etat forment une partie importante du marché de certaines industries, en particulier celles du bâtiment. Il n'est pas impensable que les diminutions d'activité n'entraînent l'apparition d'un certain chômage.

Par ailleurs, l'opération politique, par le bluff des mesures sociales, cherche à convaincre la classe ouvrière de ne pas revendiquer — alors même que les prix augmentent, ont augmenté et vont augmenter encore — au nom des nécessités de l'équilibre de l'économie capitaliste.

Le rétablissement de l'équilibre sur le dos des classes laborieuses n'a rien d'une fatalité. La dévaluation ne sera réussie par la bourgeoisie que si l'augmentation des prix est supérieure à l'augmentation des salaires et si les deux sont limitées. C'est dans les mois à venir, au travers des luttes ouvrières qui s'annoncent que se décidera l'équilibre réel des salaires et des profits. Pas à pas, depuis mai 68, l'Etat et la bourgeoisie ont repris consciemment les avantages concédés aux travailleurs sans hésiter à mettre en péril l'équilibre de leur propre économie par une politique inflationniste. La dévaluation et le plan gouvermental actuel pour « rétablir les équilibres fondamentaux », sont la dernière phase de cette opération.

Il reste à la classe ouvrière à montrer qu'elle n'est pas prête à l'accepter.

Giscard d'Estaing et Chaban-Delmas à la sortie du Conseil des Ministres. Ils viennent de décider les mesures d'accompagnement. Les travailleurs, eux, n'ont aucune raison de sourire. (U.P.I.)

Quand on réduit les impôts en les augmentant

LES trois principales mesures de réduction d'impôt concernant le revenu des personnes physiques sont l'élargissement des tranches de barème 8 % pour la plus basse, 6 % pour les autres qui entraîne une perte de recette de 1.160 millions de francs, l'aménagement de la taxe complémentaire (960 millions) et la réduction des majorations des impôts sur les forts revenus de 1969 (850 millions). Avec l'allègement de la T.V.A. (moins 1.300 millions) et quelques mesures secondaires, l'Etat renonce à environ 4 milliards et demi de rentrées qu'il compense en partie par 1 milliard 700 millions de recettes sur les riches soit une perte nette de près de 3 milliards d'impôts.

Apparemment il y a une diminution de la charge de l'impôt sur la masse de la population, diminution particulièrement nette pour les commerçants exonérés de la taxe complémentaire pour la plupart.

En fait rien n'est plus loin de la réalité. L'impôt est organisé de telle manière que cette année l'Etat va toucher 12 % de plus que l'an dernier soit 13 milliards environ. Ceci peut paraître contradictoire. En fait avec l'augmentation des prix, conséquence de l'inflation organisée par le gouvernement le rendement de T.V.A. progresse automatiquement (sept milliards malgré les dégrèvements cette année). Par ailleurs, l'inflation favorise l'activité et les bénéfices des sociétés donc dans une certaine mesure l'impôt sur les bénéfices (environ trois milliards de plus attendus).

Mais même l'impôt sur le revenu augmente malgré tous les barèmes publiés par la presse qui montre qu'à revenu égal, les impôts sont moins lourds. La malhonnêteté de ces barèmes, c'est qu'un revenu égal à celui de l'an dernier correspond, en fait, à une baisse du niveau de vie du fait de la baisse de valeur du franc. De plus, avec les événements de mai, les revenus des salariés ont augmenté au moins nominalement. Or les impôts progressent beaucoup plus vite que les revenus du fait de la progressivité de l'impôt. Aussi malgré les différents abattements, l'impôt sur le revenu rapportera trois milliards de plus essentiellement récupérés sur les revenus moyens, (les hauts revenus bénéficient bien plus de l'élargissement des tranches) et de plus les augmentations exceptionnelles d'impôts de 1969 sont réduites.

Voilà ce qu'il y a sous le bluff des mesures sociales.

Angleterre : le 101e congrès des syndicats ou l'Art de concilier l'inconciliable

C'EST devenu maintenant un rite pour les délégués au Congrès des Trade-Unions en Angleterre de faire un dosage savant de condamnations de la politique gouvernementale et de motions de soutien à Harold Wilson.

L'an dernier déjà, les congressistes avaient manifesté leur désaveu de la politique de blocage des salaires, la fédération des transports avait même menacé de faire grève, rompant ainsi les engagements pris envers le gouvernement. Ce qui n'avait pas empêché les mêmes congressistes de rejeter une motion condamnant la politique économique de Wilson et de réaffirmer leur soutien à ce dernier.

Le Congrès qui s'est déroulé la semaine dernière à Portsmouth a connu sensiblement le même scénario. Les mesures gouvernementales de blocage des salaires ont été remises en cause, et les délégués ont réclamé le droit de libres négociations pour les contrats collectifs passés avec le patronat (c'est-à-dire le droit d'obtenir des augmentations de salaires supérieures au taux fixé par le gouvernement.

Au cours du même congrès, l'intervention du premier ministre Wilson fut cependant chaleureusement applaudie et la rencontre se termina par une motion de soutien au gouvernement travailliste.

La classe ouvrière britannique doit bien se demander quelle vérité elle peut tirer de pareil galimatias. Il est vrai qu'elle a jugé préférable dans bien des cas de se passer de la direction des trade-unions. Depuis que Wilson est au pouvoir, on estime en effet que 95 % des grèves ont été des grèves sauvages, déclenchées sans, ou même contre, l'accord des syndicats.

Rappelons qu'en Angleterre les liens du Parti Travailliste et des trade-unions sont des plus étroits. Le parti fut créé en 1906 sur décision des trade-unionistes. Et aujourd'hui il doit en grande partie sa force aux adhésions collectives de syndicats, au soutien actif de ceux-ci lors des campagnes électorales. De plus, ces liens ont permis, au moins dans un premier temps, au gouvernement travailliste de faire accepter à la classe ouvrière toutes les mesures anti-sociales qu'il a prises pour venir en aide au capitalisme britannique.

Dans ce contexte, l'adhésion des trade-unions à la politique gouvernementale est déterminante pour Wilson. Et ce que ce dernier était venu chercher à Portsmouth n'était rien d'autre qu'une nouvelle manifestation publique de ce soutien... il l'a obtenue sans difficultés.

Mais les syndicats n'ont pas seulement des comptes à rendre à Wilson, ils en doivent aussi à leurs adhérents. Or la politique anti-ouvrière de Wilson est tellement manifeste, le mécontentement de la classe ouvrière est tel que les dirigeants syndicaux ne peuvent plus garder tout à fait le silence, sous peine de voir leur base leur échapper définitivement. En critiquant la politique de blocage des salaires dans leurs congrès annuels, les dirigeants des trade-unions n'ont fait que reprendre ce qu'ont déjà exprimé des milliers de travailleurs anglais, en faisant la grève « sauvage », grèves dont étaient absents précisément ces mêmes dirigeants qui protestent aujourd'hui.

Wilson, Premier ministre socialiste anglais défend sa politique anti-ouvrière devant le Congrès des Syndicats britanniques qui se tient à Portsmouth (U.P.I.)

La pseudo-rébellion des délégués des T.U.C., à laquelle on a accordé une large publicité aura surtout pour but de regagner une base dont la confiance est ébranlée. Les élections générales approchent. Le Parti Travailliste aura besoin de toutes ses forces pour affronter la bataille. Déjà on le donne perdant au profit des Conservateurs. Mais alors, rejeté dans l'opposition, le Labour aura tout loisir de se refaire une virginité en critiquant une politique dont il n'aura plus à assurer la responsabilité. Et les T.U.C. pourront redorer leur blason en apparaissant à bon compte comme les dirigeants des luttes ouvrières. Mais ceci ne pourra se faire que tant que les ouvriers anglais ne se seront pas donné une autre direction.

BRÉSIL:

Un camouflet à la dictature

C. Burke Elbrick, l'ambassadeur du Brésil enlevé par les guerilleros brésiliens. (U.P.I.)

PENDANT quelques heures, la presse brésilienne, d'ordinaire soumise à un contrôle sévère du pouvoir, s'est faite l'écho des proclamations des révolutionnaires ; quinze prisonniers politiques, parmi les plus populaires de l'extrême-gauche, ont pu quitter leur prison et s'envoler vers le Mexique. L'enlèvement, en plein cœur de Rio de Janeiro de l'ambassadeur des Etats-Unis par un commando de guerilleros de l'A.L.N. a donc pleinement atteint ses objectifs immédiats.

L'immense appareil mis au service de la répression a été mis en échec par l'action d'un petit groupe décidé, à tel point qu'aujourd'hui, le triumvirat militaire qui assume le pouvoir au Brésil se trouve en position délicate.

Déjà l'extrême-droite et les éléments les plus durs de l'armée lui reprochent son étonnante faiblesse : faiblesse devant les révolutionnaires, mais aussi devant les américains. La gauche, de son côté, encouragée par son succès, va s'en trouver renforcée. Et l'on ne donne plus cher du sort de l'équipe dirigeante actuelle.

Et pourtant, depuis maintenant plus de cinq ans, l'armée imposait au Brésil la dictature. Des milliers d'opposants croupissent dans les prisons ; d'autres, ont dû se résoudre à l'exil. Toute opposition, même la plus timide, est réprimée. La presse est jugulée. Le parlement, qui n'avait pourtant pas fait preuve d'audace excessive, a été dissous en décembre 1968.

Depuis le coup d'état de mars 1964, qui mit fin au mandat de Joao Goulart, l'armée, exerce donc sans partage, l'ensemble des pouvoirs avec la bénédiction ostensible des américains.

Cependant, malgré la vigueur de la répression, l'opposition à la dictature n'a jamais cessé de se manifester. Action de guérillas localisées, attentats dans les villes, bien sûr, mais aussi, manifestations de rues qui en particulier à partir de 68, mirent aux prises à plusieurs reprises les étudiants et la police dans les grandes villes du pays.

Aujourd'hui, la réussite de l'opération réalisée par l'A.L.N. risque de relancer ces manifestations. Elle risque aussi de donner un regain au mouvement de guérillas urbaines, que préconise certains groupes révolutionnaires brésiliens.

Pourtant, si l'action réussie à Rio de Janeiro semble justifier une telle tactique, elle en illustre aussi les limites. Car il ne suffit pas de procéder par des coups de mains audacieux et spectaculaires pour mettre bas une dictature, encore moins le système d'oppression et d'exploitation qui est responsable de la misère du peuple brésilien. L'équipe dirigeante s'est trouvée ridiculisée et risque de tomber, soit. Mais les forces de l'appareil militaire brésilien s'en trouvent-elles affaiblies pour autant ? L'impérialisme américain a reçu un camouflet, mais la domination économique qu'il exerce sur le Brésil ne s'est pas relachée d'un pouce. Et l'on risque même d'assister, aujourd'hui à la prise en main des destinées du pays par les éléments les plus durs de l'armée, qui risquent alors de donner un tour plus féroce à la dictature.

La dictature au Brésil se fonde sur des forces matérielles, l'exploitation se fonde sur des forces sociales, que ne peuvent pas vaincre quelques commandos d'hommes aussi décidés soient-ils. Seule la mobilisation des masses exploitées, sous la direction de la seule force sociale qui n'a absolument aucun intérêt au maintien de l'exploitation de l'homme par l'homme, le prolétariat, pourra libérer le peuple brésilien de l'oppression et de la misère. Et on ne pourra atteindre cet objectif par des raccourcis.

LA PROCLAMATION DE LA RÉPUBLIQUE EN LIBYE

Tripoli : après le coup d'état (U.P.I.)

LE moins qu'on puisse dire, c'est que la chute du roi Idriss, ou plutôt l'effondrement de son régime, s'est produite dans la plus grande indifférence. Tous ceux qui se sont efforcés de donner du « bon vieux roi » l'image d'un souverain aimé, régnant sur un pays paisible et prospère (la Libye est le pays d'Afrique qui a le revenu par tête d'habitant le plus élevé), se sont vus infliger un cinglant démenti : la République a été proclamée sans renconter de résistance un tant soit peu sérieuse, du moins si l'on en croit les informations concordantes de la presse.

S'ils se réclament du socialisme, s'ils se revendiquent de la révolution, s'ils se sont engagés à édifier « une Libye révolutionnaire socialiste et résolue à lutter contre le colonialisme et le racisme », les premiers actes des militaires au pouvoir ne sont guère de nature à inquiéter l'impérialisme : proclamation du respect des engagements internationaux contractés par l'ancien régime, y compris les accords de commerce avec les compagnies pétrolifères, assurances données quant au problème du maintien de l'ordre, avec garantie de la protection des biens étrangers. Sur les problèmes du Moyen-Orient, le nouveau pouvoir s'est contenté de vagues déclarations, sur la solidarité du monde arabe, évitant soigneusement toute référence au problème palestinien.

Immédiatement reconnu par certains Etats arabes, dont l'Egypte, la Syrie, l'Irak, le régime, au fur et à mesure que son pouvoir s'affirmait et aussi qu'il multipliait les déclarations rassurantes, voyait sa reconnaissance internationale s'élargir. L'U.R.S.S. félicitait les militaires de leur prudence et les approuvait d'avoir promulgué une ordonnance « appelant la population à ne pas faire le jeu des organisateurs de provocations possibles contre les étrangers. » La Grande-Bretagne, qui a de très gros intérêts pétroliers en Libye et qui, de plus, avait lié l'ancien régime à d'importantes commandes militaires, a aussi reconnu le nouveau gouvernement. Et les Etats-Unis, qui ont leur seule base militaire du Moyen-Orient dans ce pays ont promis de le faire incessamment.

Ainsi donc, la volonté de la nouvelle équipe dirigeante de ne pas s'attaquer à l'impérialisme et d'être admis par lui est évidente.

S'ils reprochaient à la monarchie une politique extérieure figée dans son alliance avec les puissances anglo-saxonnes, s'ils s'indignaient de voir leur pays demeurer le seul de cette partie du monde à abriter des bases

Le Colonel Shasud Ain Bouchaweir, chef du Conseil révolutionnaire lybien. (U.P.I.)

étrangères, les auteurs du coup d'Etat n'entendent absolument pas changer les rapports sociaux en Libye.

Uniquement animés de sentiments nationalistes, ils ne se préoccupent aucunement des problèmes des travailleurs de leur pays, vis-à-vis desquels ils ont au contraire, la plus grande méfiance, comme en témoignent les premières mesures édictées.

Cela ne signifie pas que la République arabe libyenne entretiendra les meilleurs rapports avec l'impérialisme. Des réformes, même timides, des revendications concernant l'augmentation des royalties, une politique extérieure plus indépendante peuvent être les sources d'éventuels conflits. Dans cette situation, les militaires pourront soit céder, soit résister aux pressions de l'impérialisme en s'appuyant sur les masses, ce qu'ils ne feront que dans la mesure où ils ne craignent pas d'être débordés.

Mais quelle que soit l'évolution future de l'attitude des militaires et il n'est pas indifférent pour les révolutiannaires qu'ils courbent l'échine devant l'impérialisme ou qu'ils prennent leurs distances et, en s'appuyant sur les masses promulguent des réformes démocratiques la nouvelle équipe ne pourra faire une politique qui sorte du cadre nationaliste.

PALESTINE :

Le prix d'une "victoire"

Samedi 30 août : attentat à Jérusalem.

Dimanche 31 : attentat à Haïfa et sabotage à Beersheba ; attaque d'un kibboutz.

Lundi 1er septembre : embuscade contre une patrouille israélienne, 3 morts ; bombardement des lignes du canal de Suez, trois morts.

Vendredi 5 : explosion d'une mine, trois morts ; attentat contre la radio israélienne.

Cette liste c'est celle que l'on peut établir en n'utilisant que les dépêches d'agence dont fait état le journal « Le Monde » au cours de la semaine dernière.

Au total, les autorités israéliennes annoncent qu'au cours du mois d'août, les pertes seraient de leur côté de 21 morts et de 129 blessés.

La liste des attentats qu'on peut dresser ainsi est sûrement incomplète. Celle des victimes sans doute aussi.

C'est un bilan qui risque de se renouveler tous les mois. Pour un petit peuple de moins de trois millions d'habitants, c'est déjà beaucoup.

Les Israéliens occupent militairement les rives du canal de Suez, campent à moins de 100 km de Damas et de Amman, occupent des territoires plus importants que celui de l'Etat d'Israël proprement dit.

Ils ont montré et ils montrent encore que leur puissance militaire est très supérieure à celle des pays arabes et que dans un affrontement armé ils seront, selon toute vraisemblance, vainqueurs.

Dans les territoires occupés, ils font règner leur loi grâce aux camps, aux destructions de maisons et aux ratissages.

Mais tout cela leur coûte très cher, et l'addition est loin d'être complète.

Par leur politique belliqueuse anti-arabe, les dirigeants sionistes ont dressé contre eux les palestiniens dont ils occupent les terres et les arabes de tous les pays limitrophes. Que ceux-ci tombent ou non dans le piège de l'antisémitisme et du nationalisme borné que leur tendent certains de leurs dirigeants, les sionistes en ont fait des ennemis irréductibles de l'Etat d'Israël.

Ce qui est aussi grave, c'est que par cette politique les dirigeants sionistes ont condamné toute la population juive depuis la naissance de l'Etat d'Israël et pour des années encore à vivre dans un état de guerre permanent. Le budget militaire d'Israël est celui qui dans le monde prend la plus grande part du revenu national. Et c'est comme partout, la population qui paie. Toute la jeunesse israélienne est constamment mobilisée. Les ménagères ne peuvent plus faire leur marché sans craindre un attentat.

Le pays vit en état de guerre et d'insécurité permanents. Et cela le met sous la coupe politique des extrémistes de droite, des Moshe Dayan et autres. Ceux-ci préparent à leur peuple le sort que l'O.A.S. a fait aux Européens d'Algérie, qui n'étaient pas tous — il s'en faut beaucoup — de gros colons. Ils ne seront sans doute pas chassés, leur armée, leurs tanks et leurs avions les en préservent. Mais, de plus en plus, ils risqueront la bombe ou la mine, dans les kibboutz, les marchés, les routes.

Pour s'installer en Palestine, les sionistes ont refusé de s'allier aux fellahs, leurrs alliés naturels parce que opprimés comme eux. Ils ont préféré faire de ce qu'ils considéraient comme leur pays, une niche dans laquelle ils feraient les chiens de garde de l'impérialisme, contre une bien aléatoire protection.

On ne s'émancipe pas en opprimant les autres. Même si on met toute la jeunesse du pays en armes.

La paix, la dignité, la liberté, que sont venus chercher les immigrants juifs, ils ne pourront les obtenir que s'ils les reconnaissent aux Palestiniens sans restrictions.

Ils n'auront la paix qu'en la faisant avec les Arabes, la dignité qu'en cessant de les considérer comme des inférieurs indignes de bénéficier et de participer à leurs réalisations, la liberté qu'en chassant du pouvoir les Dayan, qu'en transformant l'état d'Israël, théocratique, raciste et religieux en une Palestine bi-nationale où Juifs et Arabes collaboreront fraternellement pour un avenir meilleur.

Adresser toute correspondance à

Michel RODINSON

INITIATIVE SOCIALISTE

54, rue Monsieur-le-Prince, 75 - PARIS-6e

Cette adresse n'est pas une permanence, écrire seulement

ATTENTION !

TOUS VERSEMENTS DE FONDS A :

Michel RODINSON

C.C.P. Paris 6851-10

HO CHI MINH

Un combattant du nationalisme, pas du socialisme

Ho Chi Minh en 1920, participant au Congrès de Tours, à l'issue duquel fut fondé le P.C.F. (Photo A.F.P.)

LA mort de Ho Chi Minh a provoqué une certaine émotion dans les rangs des militants de gauche. Cela s'explique parce que le nom de Ho Chi Minh est étroitement lié à la lutte que le peuple vietnamien a menée et mène toujours pour son indépendance, d'abord contre l'impérialisme français de la fin 1946 à juillet 1954, puis, aujourd'hui, contre l'impérialisme américain.

Mais si Ho Chi Minh a sans doute été le leader nationaliste vietnamien le plus respecté et le plus influent, il n'a pour ainsi dire jamais été un communiste, dévoué à la classe ouvrière et au socialisme international comme on le dit souvent.

Patriote vietnamien, défenseur de l'indépendance nationale du Vietnam, Ho Chi Minh fut toujours étranger au prolétariat et à son combat, même à l'époque où il se lia au mouvement communiste international au début des années 20.

La première activité politique du jeune Ho fut l'édition, à Paris en 1921, (après le Congrès de fondation du P.C.F. auquel il a participé) d'un journal intitulé le « Paria » avec des jeunes africains et la création d'une « Union Intercoloniale ». Cette « Union Intercoloniale » se voulait anti-impérialiste mais ne faisait aucune propagande socialiste en direction du prolétariat des colonies. Deux ans plus tard, il part à Moscou comme délégué du Parti Communiste Français au Congrès de l'Internationale Paysanne.

C'est alors la période ultra-gauche de l'Internationale Communiste où on commence, pour forcer le cours des événements, à chercher, en dehors du prolétariat, des forces révolutionnaires toutes faites.

Cette politique va conduire l'Internationale communiste à idéaliser de pseudo partis paysans, notamment en Bulgarie et aux U.S.A. et à nouer des liens organiques avec le Parti de Tchang Kai Tchek en Chine (le Kuo Min Tang) en « laissant de côté » son caractère de classe. Cette politique de l'Internationale Communiste se transformera ultérieurement en un appui total à ces forces non-prolétariennes, y compris dans la lutte contre le prolétariat.

Ho Chi Minh a créé en 1925 « l'Association de la Jeunesse Révolutionnaire Annamite » qui se voulait un regroupement nationaliste à tendance socialiste.

La littérature de cette « Association de la Jeunesse Révolutionnaire » est significative à ce sujet : son journal fait appel aux sentiments nationalistes et à l'esprit de solidarité des indochinois mais n'établit aucune démarcation entre la classe ouvrière et la bourgeoisie nationale.

La ligne politique nationaliste et non prolétarienne défendue par Ho Chi Minh et ses amis va alors provoquer une crise au sein de sa propre organisation en mai 1929 au Congrès de Hong Kong.

A ce Congrès, des délégués de la région de Hanoï, une des plus ouvrières, demandèrent que l'Association se prononce pour la création d'un Parti Communiste Indochinois. Fidèle à sa ligne politique, Ho Chi Minh refusa. Les délégués de Hanoï et du Vietnam Central se proclamèrent alors Parti Communiste.

Le nouveau Parti Communiste progressant rapidement Ho se vit obligé de transformer son association en Organisation Communiste (P.C. d'Annam) puis, en 1930, il fusionna avec le Parti Communiste Indochinois.

Mais plusieurs facteurs favorables permirent à Ho de s'emparer de la direction du Parti et d'y faire triompher son point de vue. D'une part le P.C. Indochinois était peu implanté dans la classe ouvrière et, d'autre part, l'Internationale Communiste en pleine dégénérescence, s'appuyait de moins en moins sur les luttes du prolétariat. En fait, la ligne pro-bourgeoise et pro-paysanne de la direction stalinienne de l'Internationale Communiste cadrait parfaitement avec la ligne nationale-démocratique d'Ho Chi Minh.

Cette ligne fut renforcée par ailleurs par l'arrivée au pouvoir en France du Front Populaire grâce aux illusions qui y étaient liées, Dans sa propagande, en 1936, le Parti Communiste Indochinois préconisa la création d'un Front Populaire avec tous « les éléments bourgeois honnêtes » et distingua même les « colonialistes français antifascistes » à qui il fallait tendre la main, des « ultra-colonialistes » qu'il fallait combattre. Sur cette lancée le P.C. Indochinois vota, en 1939, au Conseil Municipal de Saïgon, les impôts pour la « défense nationale » de la France impérialiste, cette même France qui opprimait si durement le peuple vietnamien, qui avait réprimé férocement les moindres révoltes et dont les camps d'extermination comme celui de Poulo Condor préfiguraient les camps nazis.

Mais ce qui va donner au P.C. Indochinois la possibilité de s'emparer du pouvoir, ce n'est nullement une révolution ouvrière ; c'est l'effondrement de l'impérialisme français en Indochine à la fin de la seconde guerre mondiale.

DE LA GRANDE FAMILLE A DIEN BIEN PHU

Le Japon a en effet envahi l'Indochine en mars 1945, et l'administration française est démantelée. Mais le 10 août de la même année le Japon capitule. Comblant le vide créé par les effondrements successifs des impérialistes français et nippons, Ho va créer la République du Vietnam.

A cette époque, et depuis 1941, le Parti Communiste Indochinois s'est transformé en « Ligue pour l'indépendance du Vietnam » (en abrégé Vietminh) qui veut regrouper, dans une lutte pour l'indépendance, un large front allant des bourgeois aux propriétaires fonciers en passant par la classe ouvrière et la paysannerie. Mais le 19 août, soit neuf jours après la capitulation du Japon, les travailleurs de Saïgon créent des Comités Populaires pour suppléer l'effondrement de l'administration et l'incapacité des groupes fantoches pro-japonais.

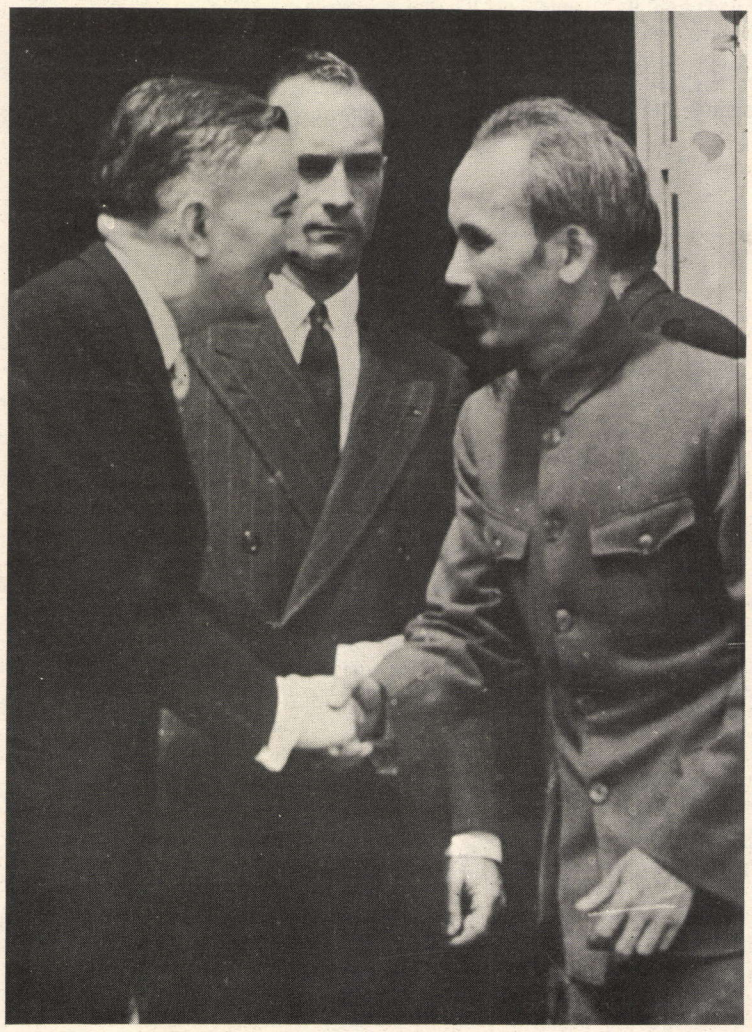
Loin de saluer et d'aider au développement des Comités Populaires, le Vietminh de Ho va tout faire pour les abattre. Le 25 août 1945, le Vietminh parvient au pouvoir pendant que les Comités Populaires se multiplient sur tout le Vietnam. Le Vietminh, qui ne parvient pas à les contrôler de l'intérieur, décide de les abattre. Le 14 septembre, les dirigeants des Comités Populaires sont arrêtés. Un grand nombre d'entre eux sera assassiné quelques mois plus tard. Et c'est le même Ho Chi Minh, qui se distingua dans la répression anti-ouvrière, qui va signer un accord avec Sainteny, représentant de la France le 6 mars 1946.

Car l'impérialisme français n'a pas vu d'un bon œil la proclamation de l'indépendance et a envoyé des troupes qui ont chassé le Vietminh de Saïgon le 13 septembre. La population ouvrière, qui vient d'être baillonnée par le Vietminh quelques jours auparavant, ne réagira pas.

L'accord du 6 mars doit mettre fin aux combats. Ho Chi Minh accepte l'indépendance du Vietnam « dans le cadre de l'Union Française » position qu'il avait proclamée dès le 16 septembre 1945.

A la fin mai, il s'embarque pour la France pour continuer les négociations. Pendant ce temps, en Indochine, les militaires français, avec à leur tête l'amiral d'Argenlieu, ont fait proclamer une République de Cochinchine indépendante du Vietnam et ont commencé l'occupation des hauts plateaux. Mais Ho Chi Minh veut absolument s'entendre avec l'impérialisme français. Un accord, prévoyant un cessez-le-feu, est signé le 14 septembre 1946. Rentrant à Haïphong, l'oncle Ho fera chanter la « Marseillaise » à la foule venue l'acclamer. Mais pour la bourgeoisie française, les négociations ont surtout servi à gagner du temps. Le 23 novembre le croiseur « Suffren » écrasera Haïphong sous les obus, et les 19 et 20 décembre, les troupes françaises tenteront de désarmer les milices vietminh.

Ho reprendra alors le maquis, en préconisant l'alliance de toutes les classes sociales « patriotes » contre l'impérialisme français. Et il faudra attendre 1952-1953 pour que le P.C. Indochinois remette à l'ordre du jour la « réforme agraire » dans le but avoué de stimuler la combativité des paysans (voir Giap « Guerre du peuple, armée du peuple »). Et après la défaite de l'impérialisme français à Dien Bien Phu et la proclamation de la République Démocratique du Vietnam, Ho restera à la tête de cet Etat, identique à ce qu'il avait toujours été : un nationaliste bourgeois.



Ho Chi Minh à Paris, en juillet 1946, serre la main de Georges Bidault, alors Président du Conseil. (Photo A.F.P.)

UNE IDEALISATION PLUS QU'ABUSIVE

Et ce n'est pas le moindre paradoxe qu'Ho Chi Minh soit devenu pour des centaines de milliers de jeunes du monde entier le symbole de la lutte anti-impérialiste.

« Anti-impérialiste », Ho le fut à sa manière mais son anti-impérialisme n'avait pas grand chose à voir avec celui des bolchéviks. Les négociations de 1946 furent très claires sur ce point : Ho ne combattit l'impérialisme français que dans la mesure où celui-ci n'accepta pas l'indépendance du Vietnam. Mais avant d'en arriver là, il avait tout fait pour s'entendre avec le gouvernement français. Quant à l'impérialisme américain, il avait attaqué sans laisser aux vietnamiens la moindre possibilité d'accord. Cela n'avait rien de commun avec l'anti-impérialisme des bolchéviks dont la préoccupation essentielle fut de porter la lutte révolutionnaire au cœur même des métropoles impérialistes pour détruire le capitalisme et qui ne défendaient l'indépendance nationale de l'U.R.S.S. qu'en fonction de ce but.

Aujourd'hui beaucoup de ceux qui s'inclinent devant la dépouille de Ho Chi Minh veulent, par ce geste rendre hommage à la lutte que mène le peuple vietnamien depuis plus de vingt ans pour son indépendance. Et incontestablement Ho fut un des symboles de cette lutte. Mais d'autres estiment que l'âpreté des attaques des impérialistes français puis américains contre le Vietnam et la courageuse défense du peuple vietnamien suffisent à faire du P.C. Indochinois une organisation révolutionnaire socialiste et d'Ho le symbole de l'internationalisme prolétarien. Et le fait que beaucoup de révolutionnaires tiennent un tel raisonnement prouve simplement que l'absence du prolétariat révolutionnaire de la scène politique depuis trente ans a amené nombre de militants marxistes à idéaliser des forces sociales non prolétariennes et à parer leurs leaders de vertus socialistes qu'ils n'ont jamais eues.

Et Ho Chi Minh demeurera avec Castro, Guevara, et Mao Tsé Toung, l'exemple même de cette idéalisation.

BARRICADES EN CORSE

AUX dires de certains, M. Pompidou aurait prononcé cet été à Ajaccio, lors des cérémonies commémoratives du bi-centenaire de la naissance de Napoléon, des paroles « qui allèrent droit au cœur » de la population. Rappelant le malheureux projet de régionalisation de son malheureux prédécesseur, il déclara notamment : « Le rejet de ce projet et celui du référendum ont entraîné bouleversements et tristesse. Mais cela ne doit pas nous empêcher d'encourager les aspirations des Corses. Sur ce point, le gouvernement fera en sorte que le rejet de la loi de régionalisation ne constitue pas une entrave aux aspirations corses ».

Ces belles paroles de M. Je-Tiens-Ce-Que-Je-Promets sont-elles vraiment allées droit au cœur des habitants de l'Ile de Beauté ? Peut-être, mais ce qui les prend aujourd'hui aux tripes, c'est le peu de cas que nos gouvernants, professionnels de la promesse non-tenue, font de leurs paroles.

Aussi, le mardi 2 septembre, sur le coup de quatre heures du matin, les Corses de la région de Porto sont-ils passés à l'action directe. Pour protester contre l'état désastreux de la route Porto-Calvi (pour la réfection de laquelle l'Etat ne veut pas débourser un liard) ; pour protester contre l'état avancé de délabrement de l'école publique et réclamer la construction de nouveaux locaux scolaires, des habitants de la ville se sont constitués en Comité d'Action, ont adressé aux autorités incompétentes leurs revendications, et, pour donner plus de poids à leurs doléances écrites, ont dressé des barricades sur les quatre routes conduisant à Porto, bloquant ainsi toute voie d'accès à la station balnéaire.

A 18 heures le soir, six camions de gendarmes mobiles étaient sur les lieux, face aux barricades, harnachés de pied en cap, pour... délivrer les quelque 50 touristes séquestrés à Porto. Après un affrontement d'une demi-heure, grenades lacrymogènes contre pierres et bâtons, les forces de police se sont rendues maîtresses du terrain. Mais, au même moment, le préfet annonçait que des crédits d'entretien seraient ouverts au titre du prochain exercice budgétaire et deux bâtiments scolaires préfabriqués aussitôt mis en chantier.

Ce n'est pas la première fois que de tels incidents se produisent en Corse. C'est même la sixième fois en un mois que la circulation y est paralysée en signe de protestation contre le mauvais état des routes. Et c'est là, en effet, le seul langage que nos adeptes de la « régionalisation » comprennent. Voilà à quoi il faut en venir, en Corse, pour obtenir, non pas la création de centaines de kilomètres d'autoroutes, mais la réfection de quelques kilomètres de macadam. En Corse, mais pas seulement en Corse. Il en est ainsi dans toutes les régions à l'écart des grandes zones industrielles. Et même, la France étant ultra-centralisée, dans toutes les régions autres que la Région parisienne, bien qu'à des degrés divers. L'Etat français accepte, et encore en rechignant, de construire des autoroutes à péage sur les grands axes économiques du pays. Mais en Corse, en Bretagne, au fin fond du Massif Central, pourquoi même des routes ? Elles n'y sont d'aucune utilité pour l'accroissement des profits capitalistes. Elles ne sont pas rentables. Et la rentabilité, c'est tout ce que notre société de classe connaît.

Si l'état du réseau routier est un des aspects le plus frappant du délabrement des régions laissées pour compte, il en est d'autres aussi : retard général du niveau de vie, manque d'emplois, émigration de la population. Face à tout cela, les autorités versent des larmes de crocodiles, lancent, à défaut d'autre chose, le mot magique de « régionalisation » voire même d'autonomie, pour canaliser le mécontentement grandissant et flatter par la même occasion les particularismes locaux.

Mais les problèmes n'en sont pas pour autant résolus, bien évidemment....

La bataille des prix

L'INSTITUT national de la Consommation a édité un million trois cent mille dépliants sous le titre révélateur : « la dévaluation fait-elle monter les prix ? » (non, bien sûr, ou si peu)... « Défendez votre pouvoir d'achat » (contre les petits commerçants).

On peut y apprendre que « pour les produits français et les services rendus en France, les prix n'ont pas de raison d'augmenter à cause de la dévaluation : viandes, fruits..., tarifs des services publics, loyers... » (la preuve en étant sans doute que gaz, électricité et loyers avaient augmenté avant !).

Et l'on nous recommande en conclusion : « jouez votre rôle » (en surveillant les prix).

Quant à « France - Soir », après nous avoir appris en première page qu'il y a chaque jour 4.000 contrôles de prix et 200 infractions sanctionnées, il reconnaît que 5 % seulement des commerçants ne respectent pas la réglementation.

Mais il est plus facile de tenter de monter les travailleurs contre les commerçants que de leur assurer des salaires décents.

Communiqué de la confédération des etudiants iraniens

A propos de la condamnation d'un militant de la Confédération des Etudiants iraniens par le tribunal militaire de Téhéran :

Le tribunal militaire de Téhéran vient de condamner à trois ans de prison un des militants de la C.I.S.N.U. : Iradj Sami. Ce procès s'est déroulé de manière extrêmement rapide, et, comme par le passé, dans le secret le plus total.

Il y a trois mois et demi, notre camarade, ayant terminé ses études en Allemagne fédérale, se rendait en Iran en compagnie de sa femme, de nationalité allemande. Sami fut arrêté à la frontière de Bazargan par le Savak, et mené à Téhéran secrètement. A la fin du mois de juillet, la C.I.S.N.U., alertée par les proches de l'accusé, souleva le problème dans de nombreux pays ; notamment en R.F.A., aux U.S.A., et en Italie. Le 11 août 1969, l'ambassade iranienne à Rome a fait parvenir un démenti à la presse italienne concernant l'arrestation de Sami.

Peu de temps après, le 20 août, le porte-parole du ministère des Affaires étrangères de Téhéran reconnaissait l'arrestation de Sami. Le 27 août, nous avons appris par « Le Monde », que le tribunal militaire vient de se terminer en première instance et de condamner Sami.

Ces affirmations contradictoires des officiels iraniens et la manière dont le procès a été mené (le secret le plus absolu) démontrent une fois de plus la nature du régime iranien, et ses atteintes perpétuelles aux libertés élémentaires. Ils démontrent aussi la valeur des démentis du régime iranien concernant l'exécution massive des populations kurdes (« Le Monde », 7 juillet) et l'arrestation des vingt et un patriotes (Lettre du ministère de la Justice iranien à l'A.I.J.D., datée le 7 juillet).

La Confédération des Etudiants iraniens demande à toutes les organisations et les personnalités progressistes d'intervenir énergiquement afin d'exiger :

- *que le massacre des populations kurdes soit arrêté ;*
- *que les vingt et un patriotes et les cent patriotes arrêtés depuis des mois soient jugés devant un tribunal non militaire et en présence des observateurs étrangers ;*
- *que le procès en appel de Iradj Sami se déroule suivant les conditions sus-mentionnées.*

Le Secrétariat des Affaires internationales
de la C.I.S.N.U.
(Confédération of Iranian Students
(National Union)

Surprise-parti

Comme chaque année, le P.C.F. a tenu la fête de l'« Humanité », ouverte au son de la fanfare par les majorettes de Saint-Ouen. On est tout de suite dans l'ambiance.

Parmi les dernières trouvailles des camarades du P.C.F., signalons le stand de tir à l'arc « Pour la solidarité avec le Vietnam » (très symbolique) ; le portrait de Marx aux saucisses. Autres curiosités : les pochettes surprises « Pour le Parti qui en a bien besoin ». Dans le même genre : « Servir Pompon, c'est servir le Parti, c'est servir les travailleurs ». (Rassurez-vous Pompon, c'est le cochon de la tombola).

La palme revient à Jacques Dutronc qui ne pouvait trouver de meilleur endroit pour chanter : (air connu) « Je suis opportuniste ...moi, je ne fais qu'un geste, je retourne ma veste... je fais confiance aux électeurs et j'en profite pour faire mon beurre ».

Malgré son aspect folklorique — et quelque peu déconcertant — la fête de l'« Humanité » reste un événement politique, une manifestation populaire que les révolutionnaires ne peuvent pas simplement ignorer. Elle rassemble, bon an mal an, plus d'un million de personnes. Elle permet au P.C.F. de mobiliser ses militants ; elle lui permet de mesurer et d'étendre son influence.

Ce qu'on peut reprocher au P.C.F., ce n'est pas la tenue de cette fête en elle-même, mais sa tournure bassement démagogique. C'est surtout de ne pas utiliser le dévouement de ses militants à mener le combat révolutionnaire et à les cantonner en organisateurs de cuisine folklorique quand ce n'est plus la cuisine quotidienne des C.E.

Un nouveau régime du travail à Cuba

Une loi vient d'être promulguée à Cuba, pour instituer un système de « dossier de travail » et de « carte de contrôle de la force de travail » concernant tous les travailleurs du pays.

Les raisons invoquées pour justifier ces mesures sont les nécessités du « développement accéléré » de l'économie, qui contraignent à une telle planification de la force de travail.

Mais en réalité, cela n'est qu'un exemple de l'impasse dans laquelle se trouve l'Etat cubain. Pour essayer de développer son économie à l'abri du marché impérialiste mondial, il ne peut réellement compter que sur ses propres ressources et, à défaut d'un niveau technique suffisant, il doit exploiter au maximum la force de travail existante.

Et pour ce faire, il en est réduit à recourir à un véritable encasernement des travailleurs. En effet, les dossiers relèveront tous les événements de la vie active de ceux-ci, tandis que les cartes enregistreront toutes leurs entrées, sorties et leurs changements de lieu de travail.

Un tel système est beaucoup plus proche du camp de travail forcé que du socialisme.

La taxe sur les banquiers

Attaquer les banquiers, symbole de la richesse et du pouvoir, voilà qui ne manquerait pas d'audace pour les anciens fondés de pouvoir de diverses banques qui sont actuellement au gouvernement et à la tête de l'Etat.

A quoi correspond cette attaque à la bourse de leurs anciens (et actuels) patrons ?

Rien de tragique, les banquiers ne sont acculés ni à la ruine ni au suicide.

D'abord, sur les 750 millions de taxe ainsi récupérés par l'Etat, 435 seront payés par les banques nationalisées car ce sont justement les principales banques de dépôts. L'Etat reprend de l'argent qui lui appartient déjà (bénéfices des banques nationalisées) ou reprend ainsi une partie des subventions déjà accordées au Crédit Agricole.

Seul le reste, moins de la moitié, sera effectivement payé sur les bénéfices des banques privées. Il faut dire que cela ne fera qu'écorner leurs superbénéfices dans la conjoncture actuelle. En effet, le prix de l'argent, le taux d'intérêt est en forte hausse et l'argent déposé qui sert aux banques à faire leurs prêts, leur rapporte des intérêts en augmentation constante.

La Bourse qui juge sainement des attaques contre les banquiers les a accueillies comme il se doit. Le prix des actions des banques s'est maintenu au taux le plus élevé, sans la moindre baisse.

Un foyer de jeunes travailleurs à Carrières-sur-Seine

DE nombreux jeunes, qui ont quitté la campagne, ou sont venus de l'étranger pour travailler à Paris, se logent dans des foyers de jeunes travailleurs, comme on en trouve maintenant dans de nombreuses banlieues.

Ces foyers ne brillent pas en général, par l'agrément qu'on trouve à y vivre. Il en est pourtant un, à Carrières-sur-Seine, qui bat dans ce domaine un triste record.

Dans les chambres, l'ameublement est réduit au strict minimum. Quelques planches non vernies tiennent lieu d'armoire. La contenance de cette armoire est telle que les résidents préfèrent laisser traîner leurs vêtements dans la chambre plutôt que de tenter de les entasser dans ce petit réduit. Quatre tubes de fer et deux plaques de bois forment une rudimentaire table de nuit, qui ressemble un peu aux petites tables des écoles communales. Quant au lit, il est, dans tous les cas, défoncé, de sorte que lorsqu'on tente de s'y allonger, le corps forme un V. De quoi devenir rapidement bossu !

Avec un ameublement aussi réduit, on voit surtout les murs. Le spectacle n'est pas plaisant. La peinture en est depuis longtemps ternie, pleine de taches, sur lesquelles, pour les cacher, les résidents placent des photos. Dans un coin, un lavabo répand une odeur de moisi. C'est que le mur, autour, n'a pas été carrelé, et garde l'humidité.

Des rideaux, trop courts, déchirés et délavés, pendent lamentablement aux fenêtres, achevant de donner à la pièce une allure d'abandon. La saleté, la poussière, imprégnent d'ailleurs toute la chambre. Le directeur économise sur le personnel de service, et la femme de ménage doit faire les chambres à une allure record. Il arrive parfois que la poubelle d'une chambre ne soit pas vidée pendant une semaine.

Ainsi ces jeunes, après s'être fait exploiter toute la journée, ne sont pas jugés dignes d'avoir une habitation décente. Ces chambres pourries sont bien assez belles pour eux ! Et encore ne sont-ils même pas chez eux ! Car la plupart des chambres sont des chambres de trois. Alors, si l'un veut écouter la radio, tant pis pour celui qui veut dormir, lire ou se reposer en silence. Le tout est de ne pas vouloir dormir trop tôt : Bah, quand on est jeune...

Pas question, non plus, de recevoir du monde chez soi. Si des parents ou des amis viennent en visite, ils se contenteront bien du hall pour être reçus, dans un va-et-vient et un bruit continuels.

On peut même manger dans ce palace, pour la somme de 5 F, des repas franchement mauvais. A condition, bien sûr, d'être là à l'heure : 12 à 13 h le midi, et 19 à 20 h le soir. Le tout est de ne pas être bloqué dans le métro, de ne pas rater son train, et de ne pas faire équipe. Sinon, tant pis. Il reste le restaurant ou les sandwichs, car on ne peut tout de même pas prévoir de faire la cuisine dans les chambres !

Encore faut-il trouver une place dans ce foyer, car, n'est pas admis qui veut ; il faut avoir moins de 25 ans, ne pas être chômeur, travailler dans une des grandes entreprises, Citroën, Peugeot, Dassault, auxquelles il est réservé en priorité, et enfin, avoir de la chance, car la demande dépasse l'offre. En somme, il faut être privilégié ! C'est sans doute ce privilège qui justifie que l'on paie, pour une place dans une chambre de trois, 200 F par mois, ce qui fait en tout 600 F par mois de revenu pour une chambre. Il faut croire que la maison Sud-Aviation, propriétaire du foyer, a besoin de remonter un peu ses bénéfices...

Enfin, pour le prix, on a droit, en prime, aux brimades du directeur. Si a un moment donné, un jeune trouve des difficultés à payer son loyer, il n'est pas rare que le directeur vienne prendre ses affaires dans la chambre, et les garde tant qu'il n'a pas payé. Ou bien si un pensionnaire reçoit un mandat, le directeur le touche lui-même, et prélève d'office la somme qu'on lui doit. Quant au « privilégié » qui aurait l'audace de se plaindre de telles méthodes, il se retrouverait à la porte séance tenante. C'est d'ailleurs ce qui arrive à tous ceux qui ne paient pas assez régulièrement, même parce qu'ils sont malades et ne peuvent pas travailler. Qu'ils se débrouillent, malades ou pas, le directeur ne veut pas le savoir !

Ah, comme disait de Gaulle, « je ne plains pas notre jeunesse ».

Un bidonville dans la région parisienne (U.P.I.)

La crise du logement :

ON DÉTRUIT LES BIDONVILLES...

IL y a quelques semaines, le tribunal de Pontoise a ordonné l'expulsion d'une centaine de familles d'émigrés, algériens pour la plupart, qui était parqués dans les bidonvilles d'Argenteuil. Les bidonvilles se trouvaient en effet sur le tracé d'une voie qui doit être construite. A l'heure où nous écrivons, l'expulsion n'a pas encore été effectuée, mais elle peut l'être d'un moment à l'autre. Cela fera probablement plus d'un millier de personnes sans abri, car naturellement, rien n'a été prévu pour les « reloger » (si tant est qu'elles étaient logées jusqu'à présent).

Le maire communiste d'Argenteuil, Dupouy a bien proposé de les loger provisoirement dans une usine désaffectée... Quand on a habité dans des bidonvilles on ne va pas faire le difficile ! Mais cette usine est déjà en cours de démolition. On démolit toujours plus vite qu'on ne construit.

Alors, en désespoir de cause, Dupouy a tenu, le mardi 3, une conférence de presse dont il ressort que « en ce qui concerne Argenteuil, la proportion de travailleurs immigrés a atteint un seuil critique, qui déjà perturbe la vie de la population française et étrangère, compromet le fonctionnement normal des services communaux et entrave la réalisation du plan d'aménagement de la cité » (le monde du 4-9). Ce n'est pourtant pas « Minute » c'est un membre du P.C.F. qui s'exprime ainsi. En d'autres termes : « allez vous faire loger ailleurs, les français ont besoin d'espace vital ». Evidemment, c'est plus facile que de mobiliser la population d'Argenteuil contre les pouvoirs publics.

Mort pour le capital

Au temps de l'automation et des voyages dans l'espace, on meurt dans les mines comme on y mourrait il y a cent ans.

Vendredi dernier, deux mineurs ont été pris sous un éboulement dans une taille de charbon à 686 m de profondeur à Merlebach dans la Moselle. Les deux mineurs ont succombé depuis. Le même jour, au siège Wendel des Houillères du bassin Lorrain, au autre mineur de 30 ans était écrasé par un bloc de schiste.

L'avenir d'un mineur n'a décidément guère de mystère. Il sait qu'il mourra tôt ou tard sous les décombres s'il n'est pas suffisamment silicosé d'ici-là. Il n'y a pas de « mort naturelle » chez les mineurs.

Et pourtant ce métier inhumain et meurtrier ne devrait même plus exister. L'économie moderne n'a que faire de ces mines de charbon condamnées, avantageusement remplacées par l'énergie électrique ou le pétrole. Mais l'Etat, incapable de résoudre le problème social que poserait la reconversion de milliers de mineurs préfère laisser végéter cette industrie archaïque aux dépens des travailleurs qui y laissent leur peau. Et les mineurs ont d'autant plus de chances de l'y laisser que, les Houillères manquant d'avenir, on se garde bien d'investir pour moderniser l'exploitation du charbon.

A bas le plan d'austérité réactionnaire de Pompidou et de Chaban-Delmas

MEETING PUBLIC

organisé par

LUTTE OUVRIÈRE

le vendredi 26 septembre à 20 h 30
grande salle de la Mutualité

Participation aux frais : 2 F

LE G. I. ET LA GUERRE DU VIETNAM

ça bouge plus dans l'armée U. S. qu'à la table des négociations !

DE plus en plus la bourgeoisie U.S. doit compter sur une opposition au sein de sa propre armée. Une armée n'est pas un corps isolé de la société. La révolte des Noirs et des porto-ricains, la lutte des étudiants et les progrès, faibles pour l'instant mais réels, de la combativité ouvrière — tout cela se retrouve de manière plus explosive encore au sein de la machine de guerre U.S.

Le rôle d'étudiants révolutionnaires qui, plutôt que de déserter, ont répondu à l'appel pour accomplir un travail militant au sein de l'armée a été sans aucun doute déterminant. Mais contrairement à ce que pensent les gradés obtus, les politiciens et la presse bourgeoise, les « agitateurs » ne sont nullement à **l'origine** de la contestation au sein de l'armée. Ils n'ont fait qu'exprimer clairement ce que beaucoup de soldats ressentaient confusément.

Ce qui est à l'origine de ces « troubles », c'est bien sûr en premier lieu le refus de servir de chair à canon. Combien de supérieurs hystériques ont envoyé des bataillons se faire massacrer « pour le communiqué »... et les médailles. Mais c'est aussi la brutalité inouïe des gradés pour briser les « fortes têtes », les brimades, les humiliations, le dressage. Et le fait que la fiction d'une « croisade de la liberté » contre le « communisme totalitaire » n'a plus guère de prise sur les appelés.

« Vietnam G.I. » un journal contre la guerre et autour duquel s'organisent les G.I.'s, très populaire au sein de l'armée, publie des lettres de soldats. Il faudrait les lire pour comprendre le désespoir et le dégoût de beaucoup d'appelés. Il n'est pas rare que certains écrivent : « publiez mon nom. Je sais qu'ils m'attraperont. Mais je m'en fous au point où j'en suis ».

Bien que l'arbitraire tende à remplacer de plus en plus la légalité, les militants ont su profiter de certaines lois démocratiques pour vendre leur presse, éditer des bulletins locaux, organiser des soldats.

La mutinerie du « Présidio »
Le V (« Victoire ») est le symbole du mouvement contre la guerre.

Il est impossible de savoir à quel point la résistance des soldats est étendue. La hiérarchie militaire en parle le moins possible. La seule source d'information reste la presse d'extrême-gauche. Quoiqu'il en soit, des mouvements ont lieu : cela va du refus de partir au combat à la mutinerie ouverte. Dans d'autres cas, les G.I.'s se contentent de faire des réunions et de faire circuler de la propagande contre la guerre.

La presse bourgeoise a été obligée de parler des émeutes sanglantes de Long Binh au Vietnam. Mais il y a d'innombrables autres révoltes. Et aux Etats-Unis mêmes, les soldats s'organisent : il s'est développé tout un mouvement assez populaire de « cafés » construits par des militants civils et où les soldats se retrouvent pour discuter entre eux. Des bataillons ont tenté de refuser de s'embarquer.

Parmi les mouvements les plus connus, on peut citer le refus des soldats noirs de Chicago (Fort Hood 43) de marcher contre leurs frères émeutiers et la mutinerie de Presidio 27 qui avait un caractère politique ouvert.

Bien sûr, malgré leur mécontentement, la **majorité** des G.I.'s restent passifs. Et rien ne permet d'affirmer que le mouvement prendra dans un avenir proche une ampleur suffisante pour ébranler la machine de guerre de l'impérialisme américain.

Mais la sale guerre du Vietnam a contribué à ouvrir les yeux à des milliers de jeunes travailleurs blancs et l'action de certains militants étudiants aura contribué à cette prise de conscience. De plus, certains d'entre eux ont appris à s'organiser en commun avec les Noirs, qu'on retrouve très souvent en tête des mouvements.

Il est vrai que le prolétariat américain dans son ensemble, bien que sérieusement mécontent de l'inflation et de l'augmentation des cadences demeure politiquement réactionnaire. Il serait illusoire de vouloir nier ce fait. Mais il n'en reste pas moins que mélangés aux autres soldats (étudiants et noirs) des milliers de jeunes travailleurs ont vu directement ce qu'était la guerre, certains ont participé aux révoltes de soldats.

Et la bourgeoisie américaine sera peut-être bientôt obligée de compter avec eux.

(Informations tirées de :

« Wildcat » ;
« Vietnam G.I. » ;
« I.S. » ;
« Liberation News » ;
« The Militant »).

Mourir pour une cause injuste et perdue

De la chair à canon ou des hommes ?

ON se souvient des déclarations tapageuses de Nixon sur le début du retrait des troupes américaines (25.000 hommes dans l'immédiat) pour accréditer la désescalade.

Mais l'impérialisme U.S. fait durer sa sale guerre car du point de vue militaire, si les forces du F.N.L. ont montré qu'elles étaient capables de résister à l'agression américaine, elles ne peuvent rejeter à la mer les forces U.S. Et du point de vue politique, Washington a besoin d'obtenir des garanties pour éviter qu'un Vietnam du Sud indépendant ne bascule dans le camp dit socialiste.

C'est pourquoi la bourgeoisie américaine n'est pas pressée de retirer ses troupes. Nous publions ci-dessous un article d'un journal ouvrier révolutionnaire américain « WILD CAT » racontant comment s'est fait ce premier retrait.

DES GI'S DUPES

Le retrait des troupes du Vietnam annoncé par Nixon n'est qu'un attrape-nigaud. Le 8 juillet, en grande fanfare, 814 soldats s'envolaient de Saigon à destination des U.S.A. Ce fut une véritable fête. Le « Président » Thieu tint un petit discours mielleux aux « GI'S » qui partaient, et des jolies filles offraient aux troufions.. des petits drapeaux sud-vietnamiens en souvenir. La presse et la télé étaient là et le général Westmoreland distribuait des médailles.

Mais ce n'était là qu'une répugnante duperie. La presse de Nixon prétendait qu'il s'agissait du retrait du 3e bataillon du 60e Régiment. C'était un mensonge sur le papier, le 3e bataillon est rentré, mais en réalité ses hommes sont restés au Vietnam ! *Tous les GI'S qui avaient encore plus d'un mois à servir au Vietnam furent transférés en secret hors de ce bataillon. Et ils furent remplacés par des hommes d'autres bataillons* qui devaient de toute façon rentrer.

Ainsi, « Nixon le malin » a obtenu sa petite publicité et ses sondages favorables. Et pendant que les journaux étaient pleins de photos de joyeux GI'S qui partaient, personne n'a demandé aux parents de ceux qui restaient s'ils se sentaient « joyeux » en annulant les célébrations familiales pour ceux qui devaient rentrer. Certains ne rentreront jamais — Nixon s'en moque.

WILDCAT, juillet 69.

A la C.A.F.
(rue Viala - 15e)

La grève des guichetières de la Caisse d'Allocations Familiales

LES guichetières en grève, cela ne s'était jamais vu. Les cadres avaient soigneusement muselé leurs employées en instaurant la participation. Il faut croire que ce genre d'anesthésie n'est guère efficace puisque lundi 1er septembre, unanimement, elles décidèrent d'arrêter le travail.

A la C.A.F., et principalement au « Fichier Familles », tout employé sait combien leurs conditions de travail sont défectueuses. En moyenne, une guichetière reçoit 50 allocataires par jour ; étant 40 employées, cela fait 2.000 allocataires, qui deviennent 3.000 aux jours de pointe comme les retours de vacances par exemple. Ce chiffre était prévu depuis longtemps, mais rien n'a été fait pour agrandir les locaux, augmenter le nombre des guichetières, améliorer le réseau de pneumatiques.

Il faut souligner que les allocataires réglés au guichet ont généralement des situations très complexes (c'est d'ailleurs pour pouvoir mieux s'expliquer qu'ils se déplacent) et que la plupart sont des travailleurs étrangers : espagnols, portugais, nord-africains... et qu'à la complexité des situations familiales ou sociales vient s'ajouter l'application de législations différentes selon le pays d'origine de l'allocataire. De plus beaucoup parlent mal ou pas du tout le français, et en l'absence d'interprètes les guichetières se débrouillent comme elles peuvent.

Ainsi les allocataires attendent pendant des heures dans un local restreint, non climatisé ni insonorisé, parmi les pleurs des enfants et le brouhaha... pour repartir souvent sans leur argent. Lorsqu'il manque une pièce ou un renseignement, lorsqu'il faut éclaircir un point de législation, les guichetières peuvent en principe avoir la liaison avec les techniciens par pneumatique. Malheureusement ceux-ci tombent en panne une fois sur deux. C'est d'ailleurs à partir d'un manque de cartouche de pneumatique qu'une guichetière a décidé d'arrêter le travail ,immédiatement suivie par les autres.

Devant la grève, la Direction a réagi en appelant la police pour refouler les allocataires qui s'affolaient devant les grilles fermées, et le Directeur Général Adjoint, M. Bauer, avec son cynisme habituel, est venu expliquer aux allocataires que les guichetières faisaient grève « parce qu'elles ont un petit tabouret et qu'elles en veulent un grand », tentant ainsi de dresser les allocataires contre les guichetières.

Celles-ci avaient fait parvenir à la Direction, par l'intermédiaire de leurs cadres un rapport sur leurs conditions de travail. Ce rapport ne serait pas parvenu. Hypocrisie de la Direction ou intention voulue des cadres, on l'ignore. Durant la grève, la plate-forme revendicative qui a été élaborée porte sur l'amélioration des conditions de travail (locaux - matériel) et l'augmentation du nombre de guichetières (15 volantes en plus), l'obtention des deux heures de sortie anticipée les veilles de fête (dont bénéficie le reste du personnel) ; à cela les syndicats ont ajouté la prime de technicité (15 % du salaire) qui est déjà accordée à la Caisse vieillesse.

Plusieurs entrevues avec la Direction n'ont rien donné ou presque, et les guichetières sont décidées à ne pas céder tant qu'elles n'ont pas satisfaction. Quant aux syndicats, ils ont appelé le personnel à la solidarité... en faisant passer des pétitions dans les services pour soutenir les guichetières.

AIR FRANCE :

LES LIMITES DES REVENDICATIONS CATEGORIELLES

MARDI 26 août avait lieu une nouvelle grève dans un service de la compagnie. C'était la sixième grève à Air France depuis le 16 juillet. Tour à tour des travailleurs de différents secteurs ont engagé des mouvements allant de 48 heures à 3 semaines de grève.

Quatre grèves, opérateurs des services ordinateurs, agents du service contrôle de l'informatique, chauffeurs de cars et de poids lourds, agents de gestion de service paie, avaient pour but la revalorisation de l'emploi.

— Les opérateurs ont fait grève trois semaines et n'ont rien obtenu.

— Les agents du contrôle ont arrêté le travail dix jours et n'ont rien obtenu.

— Les chauffeurs ont stoppé toute activité durant 48 heures et ont obtenu un reclassement par des mesures techniques (intégration de primes dans le salaire) qui n'ont pas toutefois entraîné des augmentations de salaires très substantielles.

— Les agents de gestion ont fait grève 48 heures et n'ont rien obtenu.

Toutes ces grèves sont venues après la grève de trois semaines des perforeuses-vérifieuses qui avaient en grande partie obtenu satisfaction.

Ainsi, au lieu et place de la revendication pour l'augmentation des salaires est née une nouvelle revendication : reclassification de l'emploi. Après les échecs (prévisibles) des grèves générales (style 17 mai) les travailleurs se sont engagés dans la voie des mouvements catégoriels. Par catégories professionnelles, ils sont partis à l'assaut de la Direction qui s'abritait derrière le ministère de tutelle, pour obtenir par la reclassification, des augmentations de salaires pouvant aller jusqu'à 300 F.

Les directions syndicales pendant toute une période (après mai-juin 68) n'ont pas, au contraire, combattu les illusions sur une éventuelle « révision » de la grille hiérarchique.

D'ailleurs les syndicats, en participant largement aux commissions paritaires « d'avancement » ou « de promotion » entretiennent la notion de « carrière ».

Si, mis à part les chauffeurs, les autres catégories de travailleurs qui ont fait grève n'ont rien obtenu, il n'y a rien de très étonnant à cela. Les derniers mouvements, même les plus réussis, n'entraînaient pas plus de 100 personnes à la fois.

Ce ne sont pas les raisons de mécontentement qui manquaient, ni la combativité des travailleurs qui faisait défaut, mais la volonté des directions syndicales d'organiser une offensive plus générale.

Dans cette perspective, la section F.O. de Paris (tendance gauchiste) déclarait début août qu'il n'y avait pas 36 solutions pour amener la direction à capituler : seule la grève générale à Air France pourrait en venir à bout. Et les conditions étaient réunies. La C.G.T. évasivement parlait de mouvements plus larges. Les autres syndicats s'abstenaient de tout commentaire.

La conséquence la plus immédiate de cette inertie camouflée est que l'échec de tous ces mouvements n'a pas remonté le moral des travailleurs.

CHEZ OLYMPIA

L'EXPLOITATION EN DOUCEUR

VOUS connaissez certainement les machines de bureau « Olympia ». Mais vous ignorez sans doute que cette société est maîtresse dans l'art d'exploiter ses employés.

Olympia fait partie de ces entreprises modernes (Trust AEG) Téléfunken, Grunding, à capitaux allemands) et le patron n'a pas attendu les derniers conseils de de Gaulle pour rendre la participation très effective dans le travail quotidien :

Chacun de nous possède autour de soi une horde de représentants, vendeurs et revendeurs payés au pourcentage sur le matériel vendu. Ils sont l'intermédiaire entre le client et le service technique de dépannage. Ce sont eux qui donnent le travail à faire et vous font bien comprendre que le client est la première des choses, qu'il attend la machine, que le temps passe, qu'il faut faire vite, très vite.

A chaque machine que l'on répare on est obligé de remplir une fiche de travail destinée au client pour la facturation, comprenant le nombre d'heures de travail passées plus le prix des pièces de rechange, etc. A ce niveau, il arrive aussi que l'on demande au mécano de faire lui-même le devis. Comme vous le voyez, il faut qu'à chaque instant le travailleur « participe ». De plus chaque service a son mini budget que chaque employé est censé surveiller.

D'ailleurs tous les derniers vendredis du mois, tous les membres du personnel sont réunis. C'est la partie de détente, on donne le résultat des groupes sportifs de la société (on incite les employés à aller les encourager sur le terrain de sport), on raconte des histoires drôles puis on en vient aux choses sérieuses. On nous donne avec graphique à l'appui le chiffre d'affaires du mois de chaque service. Quand celui-ci est en progression tout le monde applaudit. Il ne faut pas perdre de vue qu'à ces réunions l'immense majorité des personnes présentes est composée de représentants. C'est ainsi que les mécanos, les électriciens, les électroniciens sont littéralement engloutis. Pensez que si le budget du service est déficitaire ça ne fait pas bien d'aller parler rallonge.

Suite à çà, on a droit à une petite séance de cinéma, sur la vie de la société ou sur l'art d'écrire des lettres sans perdre de temps... Bref sur l'art d'être la secrétaire ou l'employé entièrement dévoué au patron.

Il va sans dire que ces réunions ont lieu pendant les heures de travail et qu'elles sont payées par le patron.

Mais ce dont on ne parle pas à ces réunions c'est des jeunes apprentis. Olympia possède une quinzaine d'apprentis sortant de l'école primaire qu'elle forme à la mécanographie bien sûr et qui servent plus ou moins de bonnes à tout faire pour un salaire de 110 F par mois la première année, 150 F par mois la deuxième année, et 250 F par mois s'ils ont le courage de rester une année suplémentaire.

Et de cela, bien sûr, on ne parle jamais aux réunions.

Quand on travaille chez Olympia, on voit tout de suite à qui profite l'intéressement des travailleurs à la vie de l'entreprise.

IDEAL STANDARD ET LA MAIN D'ŒUVRE ÉTRANGÈRE

IDEAL-STANDARD, à Aulnay-sous-bois, qui emploie trois mille ouvriers, est l'une des usines qui attire à elle une bonne partie des travailleurs étrangers de la région.

Chaque jour, dès 6 h 30 du matin, des travailleurs « étrangers » stationnent devant l'entrée de l'avenue Saint-Germain. Certains reviennent là depuis plusieurs jours : Les uns n'ont pas eu la chance de passer dans les fournées des jours précédents, les autres sont déjà passés par le bureau d'embauche, n'ont pas été acceptés, mais reviennent malgré tout, espérant être pris cette fois-là.

Les travailleurs faisant la queue devant la porte se partagent pour leur très grande majorité entre émigrés d'Afrique du Nord et émigrés d'Afrique Noire. Parmi eux, quelques jeunes Français. Les ouvriers français plus vieux, en général, sont là dans l'attente d'un poste à l'entretien.

Vers 8 h 1/4, les gardiens sortent de leur guérite et leur demandent de s'approcher en montrant carte de travail et certificat. Les ouvriers français passent les premiers et sont amenés au bureau. Pour les autres, c'est le vrai « marché » de la force de travail : il y a la fournée des Marocains, celle des Noirs, celle des grands costauds, etc., etc. Cela dépend de la demande des chefs d'atelier. Parfois ces messieurs se plaignent : « On m'envoie des Noirs secs comme un clou, haut de deux mètres ; si je prends çà, qu'est-ce que tu veux que j'en fasse, ils ne tiennent pas le coup, on peut tout juste les faire balayer ou ramasser les pièces » ! Ils veulent de la main-d'œuvre résistante. Une machine, ils admettent que cela peut casser, mais un ouvrier émigré, si on ne peut pas en tirer tout ce qu'on veut, ça n'est pas intéressant pour eux.

Souvent l'embauche est faite directement par le chef d'atelier. Un ouvrier vient lui présenter un de ses copains sans passer par l'embauche. Le chef jauge le travailleur, essaye de voir s'il est costaud, docile, et le marché se conclut. La question de salaire reste mal définie et des « malentendus » ne sont pas rares. L'ouvrier ainsi embauché s'attendant à toucher le même salaire que son copain et se retrouvant avec 10, 20 ou 30 centimes en moins de l'heure.

Au bureau d'embauche, on examine les papiers et l'on tente de satisfaire les désidérata des chefs d'atelier car l'embauche se fait au jour le jour, souvent le chef d'atelier téléphone à l'embauche : « et les trois gars que j'attends ? », attendez, vous n'êtes pas le seul » lui répond-on.

On se croirait plus dans une foire à bétail que dans un bureau d'embauche.

Parfois des « anciens » se représentant, on ressort leur fiche, s'ils ont fait des séjours prolongés (quelques mois) et qu'ils ne se sont pas fait « remarquer » la plupart du temps on les reprend, ils se mettent dans le bain plus vite que les autres. Et la productivité passe avant tout.

Une fois les papiers faits, les candidats vont à la visite, à chaque fois quelques-uns se retrouvent refoulés après la visite, le docteur ne les ayant pas jugés assez résistants !

Evidemment pour tenir la place qui leur sera assignée, il faut être costaud. Les travailleurs étrangers à Idéal Standard assurent une très grosse partie des postes de fabrication de base. On les retrouve aussi en fonderie où il n'y a pratiquement aucun O.S. français, c'est le secteur le plus dur, la chaleur et la poussière de fonte, l'hygiène inexistante font de la fonderie le secteur le plus insalubre et le plus dangereux de l'usine, et par suite celui où les travailleurs émigrés occupent la quasi-totalité des postes de fabrication.

Ensuite, on retrouve les émigrés en très forte proportion à l'ébarbage, là il s'agit, dans un bruit infernal, de meuler les pièces en fonte. Inutile de dire qu'on avale pas mal de poussière. A l'usinage, où l'on travaille sur perceuses et tours automatiques, ce sont les catégories plus « élevées » de travailleurs émigrés, c'est là qu'on rencontre des Espagnols. C'est à l'usinage et au montage qu'on trouvera Français et étrangers mêlés.

En fait, la règle est simple, plus le secteur est invivable, plus il y a de travailleurs étrangers.

Ces places, d'ailleurs, les Français n'en veulent pas, pour eux c'est l'enfer, mais pour les travailleurs étrangers, l'enfer ou pas, c'est là qu'ils doivent travailler.

Mais l'expérience a montré qu'ils n'étaient pas sans réaction...

LUTTE OUVRIÈRE

« LUTTE OUVRIERE » n'est pas l'organe d'un parti ou d'une organisation. Elle ne peut compter que sur le soutien, moral et financier, de ses lecteurs.

« LUTTE OUVRIERE » espère trouver un appui chaleureux et efficace parmi tous ceux, militants syndicaux et politiques, ouvriers, étudiants ou enseignants, qui vécurent en mai le grand espoir de temps nouveaux et qui souhaitèrent que Mai 68 féconde et régénère le mouvement ouvrier français.

Nous demandons à tous ceux-là, non seulement de lire «LUTTE OUVRIERE » et d'en répandre les idées, mais de la faire lire, de la vendre dans leur entreprise ou leur quartier, de la soutenir financièrement et surtout, de l'informer.

LA POLYMECANIQUE A PANTIN (mobylette) ET LE BLOCAGE DES PRIX

La Polymécanique à Pantin.

DEUX jours après la rentrée, la Direction de Polymécanique, qui avait tenté à plusieurs reprises de faire entériner par les syndicats une augmentation du prix de la cantine dans la foulée des augmentations des vacances, annonçait une augmentation de 20 centimes à partir du 8 septembre. La note était affichée le matin. Au début de l'après-midi, le texte suivant était affiché à tous les panneaux de l'usine, cependant qu'une quarantaine d'exemplaires passaient de main en main :

LETTRE OUVERTE A MM. POMPIDOU ET CHABAN-DELMAS :

Monsieur le Président,

Monsieur le Premier ministre,

Nous avons l'honneur de vous signaler que la direction de l'entreprise Polymécanique (à Pantin) vient d'afficher en date du 3 septembre 1969, une augmentation du prix de la cantine qui passe de 2,40 F à 2,60 F soit près de 10 % en plus. Comme vous avez décrété le blocage des prix jusqu'au 15 septembre et annoncé un déblocage contrôlé pour après, nous vous prions de bien vouloir intervenir contre cette hausse illicite.

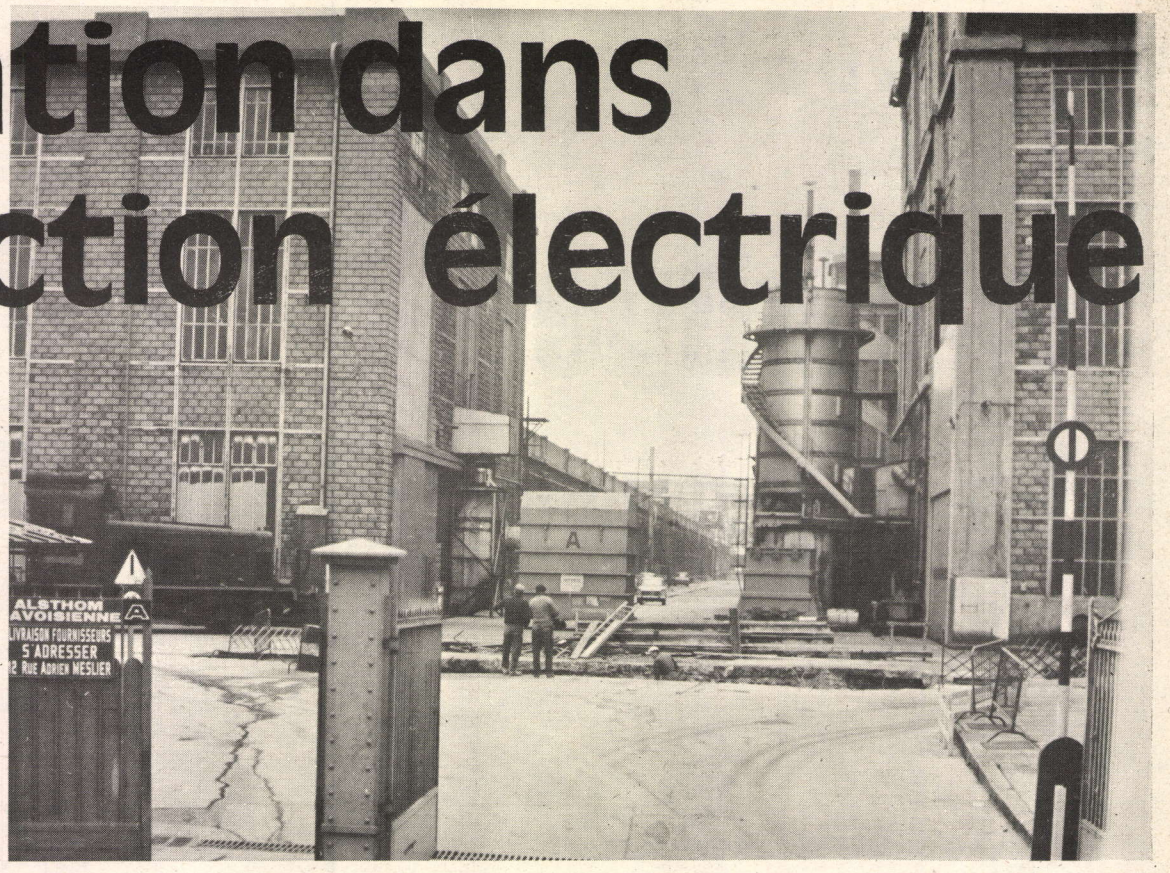
Votre plan d'austérité étant nommé plan de « sévérité », nous ne doutons pas que vous interviendrez avec sévérité contre la Direction de la Polymécanique. Nous vous suggérons comme mesure, afin de dissuader d'autres patrons de suivre cet exemple, d'imposer à la Polymécanique d'augmenter dans la même proportion les salaires des ouvriers, c'est-à-dire d'environ 0,50 F de l'heure.

En cas de réponse négative, ou de non-réponse de votre part, vous contraindriez les travailleurs de la Polymécanique à utiliser d'autres moyens pour garantir leurs conditions d'existence.

Dans l'attente de vous lire, recevez, Messieurs, nos salutations distinguées.

La Section Syndicale Force Ouvrière
de la Polymécanique

Réorganisation dans la construction électrique



L'usine Alsthom à Saint-Ouen.

IL y a environ un an, le baron EMPAIN, riche actionnaire de la société JEUMONT SCHNEIDER, faisait part de son intention de vendre ses actions à Westinghouse.

Aussitôt, le gouvernement d'une part et les industriels français de la construction électrique de l'autre, ont réagi. Le fond de leur argumentation consistait en ceci : si EMPAIN vend JEUMONT SCHNEIDER à Westinghouse, la firme américaine disposera d'un potentiel industriel qui rivalisera dangereusement avec les groupes français (Alsthom, Thomson, CSF, etc.).

Il faut donc empêcher Empain de vendre ses actions, et pour cela, restructurer complètement l'industrie électrique française de manière à ne constituer qu'un trust unique, seul capable de rivaliser avec Westinghouse.

Et depuis, plus rien n'a transpiré de ce qui se prépare. Et pourtant, tout le monde sait que le gros coup est en train de se préparer dans le dos des 100.000 travailleurs concernés.

Il y a quelques mois, Glasser se voyait consacrer une très longue émission sur les ondes de T.V. qui fit beaucoup discuter. Le grand patron de l'Alsthom y avait expliqué sa méthode à propos de questions judicieusement posées par les journalistes. Sa méthode à lui, on la connaît : c'est ce qu'il fit à Neyrpic Grenoble il y a huit ans : licencier tout le monde, réorganiser et réembaucher ensuite avec sélection en laissant 20 % ou 30 % de chômeurs.

CE QUE L'ON SAIT

Avant les vacances, l'accord entre les grands de la construction électrique a été signé ; mais personne ne connaît encore les répercussions qu'il va y avoir sur les différentes usines. Pourtant, il y a gros à parier que des usines entières vont changer de fabrication ou même peut-être tout simplement fermer. Exemples : l'usine Alsthom Delle à Saint-Ouen fabrique des disjoncteurs ; Delle Villeurbanne fabrique des disjoncteurs, Delle Chalons aussi, Merlin-Gerin à Grenoble aussi, etc. Il est probable que toutes ne resteront pas. Lors d'une réunion de comité d'entreprise à Saint-Ouen, le directeur expliqua que la situation géographique de Delle Saint-Ouen était irrationnelle, les autres fabricants de disjoncteurs étant dans la région sud. Il se dédit ensuite ; mais cela dit bien ce que cela veut dire.

Autre exemple : l'Alsthom Belfort a atteint une grande technique pour la fabrication des turbines ; Rateau à la Courneuve fabrique aussi des turbines. Que va-t-il se passer ?

Autant de mystères pour les travailleurs car tout se fait au niveau des conseils d'administration. Ce qui est certain, c'est que les mois à venir vont amener de gros bouleversements que des signes précurseurs laissent déjà entrevoir.

SITUATION A L'ALSTHOM SAINT-OUEN

L'usine est divisée administrativement en deux secteurs ; les transformateurs (Alsthom savoisienne), les disjoncteurs (Alsthom Delle).

Depuis un an environ, un lent processus de décomposition est entamé. Aux transformateurs par exemple, le principal atelier (la grosse chaudronnerie) qui emploie surtout des professionnels qualifiés et fabrique les carcasses des transfos s'est vidé de la moitié de son effectif en un an sans que la direction cherche le moins du monde à retenir le personnel.

Les salaires sont à un niveau très bas. Avant les vacances, toute une vague de départ a eu lieu. Une demi-douzaine de professionnels sont partis se faire embaucher dans une boîte d'intérim en doublant leurs salaires.

Les quelques rares embauchés qu'on compte sur les doigts des mains ont tous pris leur compte en voyant de plus près les conditions de travail. Cela n'inquiète pas la direction : une grosse partie de la chaudronnerie est maintenant sous-traitée.

Dans le secteur disjoncteur, la situation est pire encore. Dans la presse patronale, on n'y en finit plus de vanter la haute qualité de la production électrique française qui nécessite une main-d'œuvre qualifiée, etc.

En fait, qu'en est-il ? Il y a une main-d'œuvre qualifiée, c'est vrai, mais actuellement, l'usine ne tourne pas à 50 % de ses capacités. La pagaille est telle que des ouvriers passent leur temps à chercher les pièces sur lesquelles ils doivent travailler. Depuis la rentrée des vacances, la situation empire de jour en jour. Le travail est devenu une préoccupation tout à fait secondaire pour la majorité des ouvriers, la principale préoccupation c'est de chercher du travail ailleurs.

Dans l'atelier, on se repasse les adresses de boîtes « qui paient bien ». La présence d'intérimaires payés à 10 et 11 F de l'heure ne fait qu'accentuer le phénomène. Que font les syndicats devant cette situation ? Pour eux, c'est usine par usine qu'il faut se battre. C'est officiel.

Mais que feront les ouvriers des usines qui seront remaniées? Les ouvriers de Neyrpic s'étaient battus à l'époque et bien battus ! Mais quand un patron décide de fermer ou de restructurer une usine en laissant sur le pavé quelques centaines de chômeurs de plus, ce ne sont pas les ouvriers de l'usine considérée qui peuvent forcer à revenir en arrière et à réembaucher tout le monde ou personne ; cela ne pourrait résulter que d'une lutte d'ensemble.

Les ouvriers de la Construction électrique risquent d'en faire d'ici peu la triste expérience.

Licenciements dans le bâtiment à Bordeaux

LE 12 août 1969, 280 travailleurs de l'E.B.S.O. ont été licenciés à la suite du dépôt de bilan de l'entreprise. Il ne restait plus un centime en caisse pour régler les ouvriers qui se retrouvent à la rue sans que leur salaire du mois d'août, les indemnités de préavis, les congés payés, et diverses autres indemnités ne leur aient été versés, ayant tout juste eu droit à recevoir les restes du salaire de juillet qui n'avait pas été intégralement réglé.

Le directeur des travaux de l'entreprise, après que le P.D.G. se soit permis de licencier 280 ouvriers, a proposé que les ouvriers ayant un petit pécule, l'investissent pour renflouer l'entreprise !... Il se faisait fort de rembourser en un an 143 millions. Si en un an, l'entreprise pouvait faire 143 millions de bénéfice, on peut se demander où sont passés tous les millions accumulés depuis 20 ans ! Mais cela, le P.D.G. (sans doute favorable à la participation !) n'a pas cru nécessaire de le préciser.

Le 14 août, la C.G.T., qui n'avait pas réagi jusqu'alors, mise au pied du mur, envoyait une délégation (60 travailleurs) porter une motion au représentant du préfet qui n'a fait que manifester son étonnement et promettre d'informer ses supérieurs ! L'exemple des Chantiers de la Gironde n'a pas ouvert les yeux des bureaucrates. De toute façon, en attendant que le préfet intervienne, 280 travailleurs se retrouvent à la rue, pour la plupart sans un centime.

De plus, il n'est pas exclu que derrière ce bilan, on ait pratiqué une opération financière, effectuée au mépris des travailleurs.

Malgré tous les discours sur l'expansion de l'Aquitaine de Chaban-Delmas, jour après jour, les entreprises girondines ferment, les travailleurs se retrouvent à la rue. Cela, bien entendu, profite aux patrons qui trouvent une main-d'œuvre bon marché, comme c'est le cas avec les camarades licenciés de l'E.B.S.O. Certains furent réembauchés par deux autres entreprises du bâtiment au cours d'un véritable marché d'ouvriers, sans pouvoir discuter des conditions d'embauche.

Après la fermeture des Chantiers de la Gironde, la fermeture d'E.B.S.O., les menaces qui planent sur Astra-Calvé, la R.C.B... le mécontentement s'accumule.

LUTTE OUVRIERE

Directeur Publication : Michel Rodinson

ABONNEMENTS :

6 mois ..... 15 F
1 an ..... 25 F

ABONNEMENTS DE SOUTIEN :

6 mois ..... 30 F
1 an ..... 50 F

ABONNEMENTS SOUS PLI FERME :

6 mois ..... 35 F
1 an ..... 65 F

Correspondance :

M. RODINSON - Initiative Socialiste - 54, rue Monsieur-le-Prince - PARIS-6e

Distribué par les N.M.P.P. — C.P.C. - PARIS

IRLANDE :

le visage de l'oppression

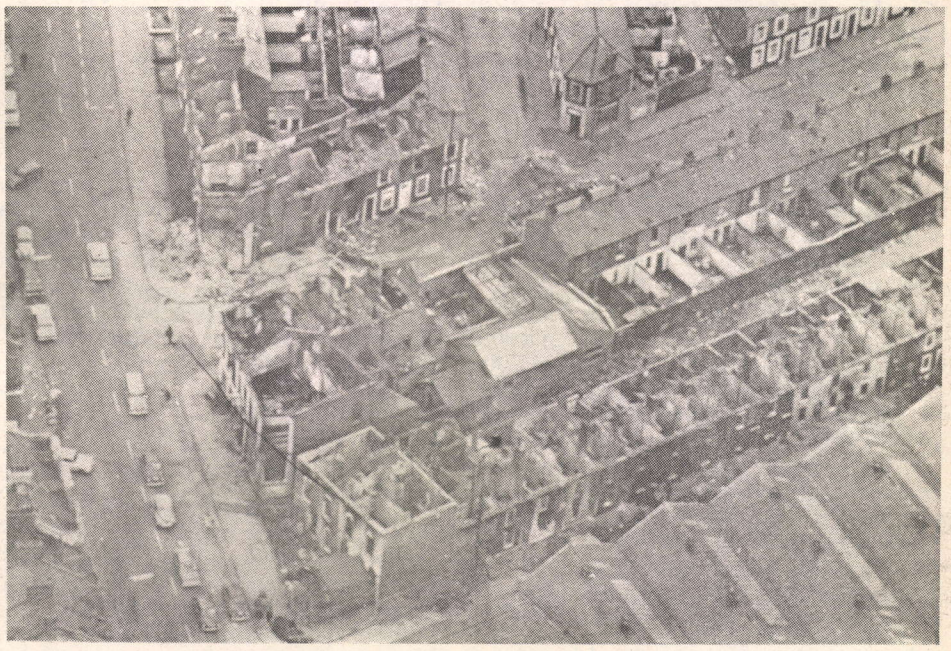
Nous reproduisons une série de photos sur les émeutes de Belfast et Londonderry au mois d'août dernier.

Ces images datent peut-être, mais elles en disent plus que tout ce que la presse d'actualité a pu publier cet été.

Parce que des misérables se sont révoltés contre leur misère, on a fait de leur taudis des ruines, on a frappé, tué, détruit, incendié ; c'est la loi des possédants.

Et ce n'est pas un quelconque journal contestataire qui se fait l'écho de ces détresses, mais une publication très officielle du Government of Ireland's information Bureau, **de Dublin.**

Un soldat britannique monte la garde devant une rue brûlée dans un quartier catholique.



Les urbanistes peuvent retracer le plan de tout un quartier de Belfast : ici plus une maison n'est habitable.

C'était un immeuble commercial de Belfast.
Après le 15 août, ce n'est plus que ruine.

Compo-Typo-Technic - ROQ. 02-95 — Roto Technic - Offset Aubervilliers